

**Où est
passé
l'argent ?**

www.danslapochedesactionnaires.be

FGTB
Wallonne

Campagne réalisée avec la collaboration du **CEPAG**

© Mars 2011



Ca suffit!

Début 2009, la FGTB wallonne lançait sa campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé ». Le système que nous dénonçons n'a pourtant pas été remis en question. Loin d'avoir tiré les leçons de la crise, la droite et le patronat veulent encore nous imposer leurs vieilles recettes libérales : modération salariale, austérité, privatisation des services publics, attaques contre la Sécurité sociale... Les travailleurs payent la crise de tous côtés.

Pourtant, nous vivons dans un pays où les richesses produites (par les travailleurs !) ne cessent d'augmenter. Et, depuis 30 ans, les actionnaires captent une part de plus en plus importante de ces richesses au détriment... des travailleurs.

Il est urgent de renverser la situation. Des solutions justes, efficaces et solidaires existent.

Ensemble, allons chercher l'argent là où il se trouve... dans la poche des actionnaires !

Un meilleur pouvoir d'achat

100
5 10

Nous vivons dans un pays où les richesses créées ne cessent de croître! Pourtant, plus d'1 Belge sur 7 vit sous le seuil de pauvreté

(966 €/mois). Parmi eux, une majorité d'allocataires sociaux (pensionnés, chômeurs...) mais aussi des travailleurs, ceux que l'on appelle les « travailleurs pauvres » et qui sont le plus souvent des femmes. Hé oui, aujourd'hui avoir un emploi ne permet pas toujours de se loger, de se nourrir ou de se soigner correctement.

Où est passé l'argent?

→ dans la poche des actionnaires!

Malgré l'augmentation des richesses créées, les travailleurs ne reçoivent pas leur « part du gâteau ». Récemment encore, dans le cadre des discussions autour du projet d'accord interprofessionnel, rejeté par la FGTB, les patrons n'ont pas daigné lâcher plus de 0,3% d'augmentation en 2012... soit 6 € pour un salaire de 2.000 € bruts ! De plus, les promesses de suppression des discriminations salariales qui touchent les jeunes se sont envolées. Inacceptable !

La FGTB wallonne revendique un meilleur pouvoir d'achat pour les travailleurs mais aussi pour les pensionnés et les allocataires sociaux. Il ne s'agit pas d'un encouragement à consommer aveuglément sans penser aux conséquences pour l'environnement et les générations futures, mais bien d'une mesure de justice sociale ! Les travailleurs ont droit à un salaire ou à un revenu de remplacement leur permettant de vivre correctement.

Pas touche à l'index !

L'indexation automatique des salaires et des allocations sociales à l'évolution des prix est une conquête essentielle du monde du travail qui permet le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs à un niveau correct.

Augmenter les salaires bruts

Il faut procéder à de réelles augmentations, en plus de l'indexation automatique des salaires, pour véritablement améliorer le pouvoir d'achat des citoyens mais aussi pour répartir plus justement les richesses entre tous les acteurs, en particulier en faveur du monde du travail. Ces augmentations doivent être appliquées sur les salaires bruts. En effet, c'est sur base du salaire brut que sont financés les services publics, via les impôts prélevés sur les revenus du travail, mais aussi la Sécurité sociale, via les cotisations sociales. Sans la Sécu, nos soins de santé coûteraient beaucoup plus cher. Un exemple ? Une opération de l'appendicite coûte 1.915 € mais nous ne payons que 105 € ! La Sécu prend donc en charge 95% du coût !

Augmenter les allocations sociales et les pensions

Les pensionnés ont perdu près de 30% de leur pouvoir d'achat en 10 ans... Une revalorisation des allocations sociales s'impose au plus vite.

En finir avec l'écart salarial entre les hommes et les femmes

Dans le secteur privé, les femmes gagnent en moyenne 23% de moins que les hommes. Et elles « payent » cet écart salarial toute leur vie, même au moment de la pension. L'inégalité de salaire entre les hommes et les femmes doit être enrayerée.

“

Un meilleur pouvoir d'achat pour les travailleurs mais aussi pour les pensionnés et les allocataires sociaux.

32h/sem.

= un emploi pour chacun

En Belgique, 750.000 personnes sont sans emploi ! Le chômage de masse est présenté comme une fatalité et l'emploi précaire comme un moindre mal...

« C'est la crise » nous répète-t-on.

La seule solution qu'on nous propose : « activer » les travailleurs sans emploi, les contrôler et les sanctionner. Pourtant, l'emploi convenable reste une denrée rare.

Dans le même temps, les cadences s'intensifient, les conditions de travail se dégradent, les heures sup' se banalisent, la souffrance des travailleurs se généralise...

**Où est
passé
l'argent ?**

→ dans la poche
des **actionnaires!**

Tout comme l'augmentation des salaires, la réduction collective du temps de travail a toujours été un des moyens de mieux répartir les richesses en faveur des travailleurs. Les luttes sociales ont permis une réduction progressive de la durée de travail : de 12h/jour, 7 jours sur 7 au début du XX^{ème} siècle, pour finalement arriver à 40h/semaine en 1974.

Mais depuis cette date, le processus stagne (si ce n'est une petite réduction de 2 heures en 2003)... alors que la productivité a doublé. En effet, aujourd'hui, un travailleur produit deux fois plus qu'en 1974 !

Où est passée cette augmentation des « gains de productivité » ?

Dans nos salaires ? **NON...**

Dans la réduction collective du temps de travail ? **NON...**

Dans la poche des actionnaires et des patrons ? OUI !

Réduire collectivement le temps de travail

La FGTB wallonne revendique les 32h par semaine avec maintien du salaire et embauche compensatoire.

Travailler moins pour travailler tous, c'est oser s'attaquer sérieusement au chômage, réaffirmer le droit au plein emploi et répartir plus équitablement les richesses !

Pour une meilleure qualité de vie

La réduction du temps de travail a bien sûr d'autres avantages. Les travailleurs y gagnent en qualité de vie. Mais plus d'emplois, cela signifie aussi plus de cotisations sociales et de rentrées fiscales, ce qui permet de renforcer la Sécurité sociale (pensions, allocations familiales...) et les services publics (hôpitaux, crèches, écoles, transports...).

“

Réduire le temps
de travail, c'est
réaffirmer le droit
au plein emploi.

Renforcer la Sécu



La droite et le patronat n'arrêtent pas de nous répéter que la Sécurité sociale est dépassée. Un exemple ? On nous fait

croire que les pensions seront bientôt impayables. Du pain bénit pour les assureurs qui en profitent pour vendre aux travailleurs des assurances pension privées !

En même temps, le niveau des allocations sociales n'a pas cessé de baisser depuis 30 ans. Aujourd'hui, en moyenne, les pensionnés perçoivent seulement 33% de leur salaire et les travailleurs qui ont perdu leur emploi 26% !

Où est passé l'argent ?

→ dans la poche des actionnaires!

Chaque année, 7 milliards € de réductions de cotisations sociales sont octroyés aux employeurs, sans réelle garantie en termes de qualité ou de maintien de l'emploi ! Les plans win-win, Activa et autres sont financées par l'argent des travailleurs, au détriment des caisses de la Sécu.

La Sécu, le meilleur système !

A force d'entendre parler de « charges sociales » qui pénaliseraient l'économie, on a parfois tendance à oublier ce qu'est la Sécurité sociale.

La Sécu, ce sont des revenus de remplacement et de complément dont tout le monde bénéficie lors d'événements heureux (allocations familiales, pension...) ou en cas de coup dur (maladie, accident

de travail, chômage...). Sans la Sécu, un accouchement coûterait 2.500 € contre 370 € actuellement ! La Sécu prend donc en charge 85% du coût. Sans la Sécu, les pensionnés ne pourraient compter que sur leurs économies (s'ils en ont !). Sans la Sécu, un Belge sur trois serait pauvre.

Alors, dépassée la Sécu ?

Ce système solidaire, juste et efficace garanti à tous une assurance qu'aucune entreprise privée, tenue de faire des profits, ne peut offrir. Et contrairement aux fonds de pensions, on n'a jamais vu un système de pension légale faire faillite.

Il est donc absolument nécessaire de refinancer notre système de solidarité !

Augmenter la pension légale et les allocations sociales

Le renforcement de la Sécu doit permettre de revaloriser le niveau des pensions et des allocations sociales. C'est une urgence !

La FGTB wallonne revendique aussi une réelle liaison automatique des allocations sociales au bien-être (à l'évolution des salaires). Pour que cette liaison soit efficace, il faudra évidemment combler le retard accumulé depuis des années par rapport à l'évolution des salaires.

Toutes ces raisons ont poussé la FGTB wallonne à lancer une pétition pour le renforcement de la pension légale.

Les revendications, les alternatives et la pétition de la FGTB wallonne sont sur : www.nospensions.be.

“

Sans la Sécu, un Belge sur trois serait pauvre.

Renforcer les services publics



La droite et le patronat répètent sans cesse que les services publics coûtent trop cher, qu'ils sont inefficaces et qu'on paye trop d'impôts.

Depuis des années, dans toute l'Europe, on a donc privatisé et libéralisé des secteurs publics comme les télécommunications, les transports, l'énergie ou la poste en nous promettant des baisses de prix et plus d'efficacité.

Votre facture d'électricité a-t-elle diminué depuis la libéralisation ? NON ! Au contraire !

Quant à l'efficacité, parlons-en : la suppression des bureaux de poste vous simplifie-t-elle la vie ? Pas vraiment.

Et en près de 135 ans d'existence, la CGER, banque publique, n'a jamais fait appel à l'Etat... Dix ans seulement après sa privatisation (Fortis), l'Etat a dû la sauver de la faillite !

Où est
passé
l'argent ?

→ dans la poche
des actionnaires!

Durant la crise, l'Etat s'est lourdement endetté pour sauver les banques.

Aujourd'hui, pour satisfaire les « marchés financiers », l'Etat devrait encore réduire ses dépenses en sabrant dans les services publics, en privatisant... Et tant pis pour les citoyens qui n'auront plus les moyens de se payer ces services !

“

Les services
publics sont
notre premier
pouvoir d'achat !

Notre premier pouvoir d'achat

Les services publics sont notre premier pouvoir d'achat ! Accessibles à tous, ils nous permettent de bénéficier de services essentiels : soins de santé, crèches, enseignement, transports, récolte des déchets, services de secours... Nous utilisons tous les services publics pour un coût minimal, car ils ne sont pas soumis à la logique du marché. Rappelons enfin que c'est grâce à eux et à la Sécurité sociale que la Belgique a mieux supporté la crise économique que beaucoup d'autres pays.

Il faut donc protéger les besoins collectifs (enseignement, santé, culture, logements sociaux...) de la logique du profit. Mais il faut également renationaliser des secteurs essentiels et stratégiques qui ont été confiés au privé comme l'énergie, la poste, les transports...

Une fiscalité juste

La garantie du bon fonctionnement des services publics passe par l'impôt. Base de la solidarité dans notre société, l'impôt est nécessaire ! Sans impôt, et donc sans l'intervention de l'Etat, un trajet en bus coûterait 10 € au lieu de 1,60 €. Une année à l'université coûterait 8.739 € au lieu de 835 €. L'inscription dans une école secondaire coûterait 6.000 € au lieu de 0 € !

Mais l'impôt doit aussi être juste, ce qui n'est pas le cas actuellement. Chacun doit contribuer en fonction de ses revenus, de TOUS ses revenus !



Ce n'est plus à nous de payer !
Allons chercher l'argent
dans la poche
des actionnaires...

Qui doit payer ?

Les actionnaires

Ils s'enrichissent sur le dos des travailleurs et des Etats.

Leur cupidité sans limite a provoqué les crises financière, économique, sociale et environnementale. Eux s'en sortent indemnes tandis que les travailleurs subissent l'austérité.

Pourtant, notre pays est de plus en plus riche. En 40 ans, la richesse créée, mesurée par le Produit intérieur brut (PIB), a été doublé.

Mais les inégalités n'ont jamais été aussi importantes. La répartition de la richesse est toujours plus défavorable aux travailleurs.

En effet, les actionnaires captent une part de plus en plus importante de cette richesse. En 1981, la part salariale dans le PIB était de 57%, elle n'est plus que de 51% en 2008. Un véritable « hold-up » : **6% de la richesse produite est passée de la poche des travailleurs à celle des actionnaires.** Pour la seule année 2010, cela représente près de 20 milliards €. C'est l'équivalent du déficit budgétaire de l'Etat !

Que font-ils de cet argent ?

Des investissements dans l'économie ? **NON...**

Des emplois ? **NON...**

Des salaires ? **NON...**

De la spéculation financière ? OUI !

Contrairement à ce que prétendent la droite et le patronat, les salaires des travailleurs ne dérapent pas. Ce n'est qu'un prétexte.

Par contre, c'est le **dérapiage actionnarial** qui handicape la relance économique, freine les augmentations de salaire et la création d'emplois.

Si on veut éviter les crises à venir, l'heure n'est plus aux demi-mesures...

Les actionnaires doivent rendre aux travailleurs l'argent qui leur revient et payer la crise.

“

Les actionnaires doivent rendre aux travailleurs l'argent qui leur revient et payer la crise.

Comment ?

En limitant le revenu des actionnaires, les salaires des grands patrons et des traders

- Plafonnement du revenu des actionnaires par des mesures fiscales et par la négociation sociale.
- Taxation des plus-values boursières = 5 milliards € par an !
- Instauration d'un **salaire maximum** autorisé : aucun salaire ne peut être plus de 20 fois supérieur au salaire minimum (1.469 €/mois) soit... 30.000 € bruts/mois !

En instaurant une vraie justice fiscale

- Réelle progressivité de l'impôt en rétablissant des tranches d'imposition à 52,5% et 55% sur les revenus au-delà de 5.000 € bruts par mois.
- Fiscalité portant sur tous les revenus, pas seulement ceux du travail.
- Juste perception de l'impôt des sociétés étant donné que les grands groupes échappent à l'impôt. Ainsi, par exemple, **KBC group et Inbev Belgium ne paient pas 1 € d'impôt et Electrabel se voit appliquer un taux d'imposition de 0,04%. De qui se moque-t-on ? N'importe quel pensionné paie plus d'impôts.**
- Suppression des intérêts notionnels = 5 milliards €.
- Lutte contre la fraude fiscale (estimée à au moins 20 milliards €/an).

En contrôlant le système financier et bancaire

- Séparation stricte entre banque de dépôts et banque d'affaires. Seul moyen pour protéger réellement l'épargne des travailleurs.
- Suppression des paradis fiscaux.
- Mise sous contrôle public des agences de notation.
- Taxe sur les transactions financières pour pénaliser la spéculation.
- Création d'une **banque publique wallonne** pour servir l'intérêt général.



La

FGTB
Wallonne

a des solutions
**solidaires,
socialement justes
& économiquement
efficaces.**

E.R. : T. Bodson - rue Haute 42, 1000 Bruxelles

www.danslapochedesactionnaires.be